

Communiqué intersyndical

Nous condamnons les violences policières

Les Organisations sous signées condamnent fermement les violences policières qui se sont exercées contre les lycéens et les étudiants notamment, à l'occasion de la journée nationale du 17 mars : le matraquage de lycéens et d'étudiants sur le campus de l'Université de Strasbourg ainsi que sur celui de Metz, l'arrestation musclée d'un étudiant dans les locaux de l'université Lyon 2, charges violentes des CRS à Rennes, les provocations policières contre les cortèges de lycéens à Marseille, l'évacuation d'un amphithéâtre et la dispersion à coups de matraques et de gaz lacrymogènes d'une AG d'étudiants par 300 CRS au sein même de l'université Tolbiac à la demande du président de Paris 1.

Elles rappellent leur attachement au droit de réunion et condamnent les fermetures administratives préventives de sites universitaires qui nourrissent les tensions. Elles appellent à la responsabilité collective de tous pour assurer que les droits fondamentaux de se réunir et manifester soient garantis en même temps que la sécurité des biens et des personnes. Les décisions unilatérales de fermeture administrative qui ont été décidées ne sont pas la bonne solution : au contraire, les universités doivent rester des espaces de débats démocratiques et de liberté.

Elles exigent la libération immédiate et l'arrêt des poursuites contre tous les manifestants interpellés

**CGT (SNTRS, CGT-FERC Sup, CGT-INRA), FSU (SNESUP,
SNCS, SNASUB, SNEP), SNPREEES-FO,
Sud Education, SUD Recherche EPST, UNEF, Solidaires
étudiant-e-s, SLU**